

Des voix: Oh, oh!

Mme Holt: Je signale que je demande cela au sujet . . .

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. L'honorable représentante a posé sa question très correctement, mais je doute qu'elle ait droit d'ajouter des commentaires une fois la question posée.

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, j'aimerais qu'il soit clair et net qu'il n'y a absolument aucune relation entre la mesure projetée relativement à l'article 19, et la sorte d'article publié au sujet du ministre de la Défense nationale. La mesure législative que je propose à la Chambre vise à aider, en général, les revues au Canada.

Une voix: Comme *Maclean's*.

M. Faulkner: J'espère vraiment que l'intention et l'initiative du gouvernement ne seront pas compromis par cet article d'assez mauvais goût sur le ministre de la Défense nationale.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

L'ARRÊT DES EXPÉDITIONS DE GRAIN EN RAISON DE LA GRÈVE DES MANŒUVRES ET HOMMES DE MÉTIERS—L'INCIDENCE SUR L'ÉCONOMIE DU PAYS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, comme, au mois de mai l'an dernier, le gouvernement a recouru à la loi pour interdire aux manutentionnaires de grain de se mettre en grève parce que l'intérêt national était en jeu, et qu'il a présenté une mesure législative en octobre pour mettre fin à la grève des manutentionnaires, encore une fois dans l'intérêt national, le leader du gouvernement à la Chambre voudrait-il nous dire si, aux yeux du gouvernement, l'intérêt national est lésé par l'arrêt actuel des expéditions de grain dû à la grève légale actuelle?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, il est tout à fait vrai que la grève porte atteinte au transport du grain, mais je suis de l'avis de mon collègue, le président du Conseil du Trésor, l'heure est aux négociations et non aux mesures proposées par le député.

M. Fraser: Monsieur l'Orateur, étant donné que depuis le 1^{er} août, environ 70 jours de travail ont été perdus à cause des arrêts de travail et compte tenu des réponses données mercredi au représentant de Marquette par le ministre de la Justice, le leader du gouvernement à la Chambre nous dirait-il si l'on songe, entre autres modes d'action, à une mesure législative en vue d'assurer la reprise du transport du grain et nous dirait-il également en quoi pourrait consister cette mesure?

Questions orales

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je vais tenir la question pour préavis afin de pouvoir en discuter avec mon collègue, le ministre de la Justice.

* * *

LES PORTS

L'OCTROI DE SUBVENTIONS AU LIEU DE TAXES PAR LES COMMISSIONS PORTUAIRES

M. Bob Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, comme le président du Conseil des ports nationaux m'a déclaré en comité, et confirmé plus tard par lettre, que le Conseil des ports nationaux payait vraiment des subventions au lieu de taxes, pour dissiper tout doute à ce sujet et assurer une cohérence à la politique des ports, le ministre des Transports voudrait-il enjoindre aux commissions des ports de payer aux municipalités des subventions au lieu de taxes, conformément à la politique du Conseil des ports nationaux de verser des subventions? Ainsi, la municipalité de Delta, grâce au Conseil des ports nationaux, touche une subvention au lieu de percevoir des taxes mais la municipalité de Surrey et les autres municipalités adjacentes ne peuvent percevoir ces taxes sous l'égide de la Commission des ports.

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je crois avoir répondu à la question à diverses reprises à la Chambre. Le statut des ports canadiens n'est pas le même pour tous, le député le sait. Certains ports sont la propriété de municipalités et je ne vois pas comment nous pourrions demander au Conseil des ports nationaux de payer des taxes ou d'octroyer des subventions au sujet d'un port appartenant à une municipalité. D'autres ports appartiennent à des sociétés privées et d'autres encore relèvent du Conseil des ports nationaux.

Pour ce qui est du Conseil des ports nationaux, nous avons pour principe de verser des subventions au lieu de taxes. Pour les autres, nous devons attendre l'étude que le chef de l'opposition pense avoir bientôt. Il faudrait peut-être unifier davantage notre politique afin que l'on cesse de poser ces questions.

* * *

● (1140)

L'ÉNERGIE

PRODUITS PÉTROLIERS—LE PRÉAVIS AU GOUVERNEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX D'IMPERIAL OIL—LA MISE EN VIGUEUR DE LA SURVEILLANCE

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre pourrait-il dire si la société Imperial Oil a consulté son ministère avant d'annoncer l'augmentation de 2.2 cents le gallon appliquée au prix de divers produits à partir du 26 février?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, la société Imperial Oil nous a avisé de son intention d'augmenter les prix après nous avoir montré un état de leurs frais pour l'exercice précédent.